

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 19/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PURFER

RD 147 Quartier de la gare
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : D-00133-2025/LRAR N°1A 214 953 2463 1
Code AIOT : 0006400440

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement PURFER implanté 261 Route de Camsaud 84700 Sorgues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER
- 261 Route de Camsaud 84700 Sorgues
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis le 01/04/2022, la société PURFER, filiale du groupe DERICHEBOURG Environnement, exploite une installation de transit, regroupement, tri et traitement de déchets sur le site de Sorgues (précédemment exploitée par la société Guy Dauphin Environnement).

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Sols imperméables et rétention	AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	Demande d'action corrective	avant le 30 avril 2025
3	Gestion des eaux	AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	Demande d'action corrective	avant le 30 avril 2025
4	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	Demande d'action corrective	2 mois
5	Plan des réseaux	AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	Demande d'action corrective	1 mois
6	Plan des moyens de secours	AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	Demande d'action corrective	1 mois
8	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 1er	Demande d'action corrective	avant le 31 décembre 2025

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôture	AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	Levée de mise en demeure
7	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	Levée de mise en demeure
9	Centre VHU / Contrôle par un organisme tiers	AP Complémentaire du 04/01/2019, article 12 du cahier des charges	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 4 mars 2025 a permis de constater que l'exploitant a pris en compte l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 juillet 2024, mais qu'il n'a pas finalisé la mise en conformité du site de Sorgues dans le délai imparti. Plusieurs aménagements sont à venir tels que l'étanchéité de la plateforme et sa mise en rétention, la reprise du réseau de collecte du pluvial avec la création d'une infiltration à la parcelle, ainsi que le dimensionnement et l'étanchéité du bassin de confinement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	
Thème(s) : Autre, -	
Prescription contrôlée : La société PURFER exploitant une installation de collecte, de tri et transit de déchets dangereux et non-dangereux, de métaux ferreux et non ferreux, de traitement de déchets non dangereux et de dépollution de véhicules hors d'usage, sise quartier de la Malautière, route de Camsaud, à Sorgues (84700) est mise en demeure de respecter les dispositions précisées ci-dessous, selon les délais associés, à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">Article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 :	
en justifiant que le chantier est entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de deux mètres.	avant le 30/06/2024
Constats : Lors de la visite d'inspection du 15/04/2024, il avait été constaté d'une part, un défaut de clôture efficace à l'arrière de la zone d'entreposage des véhicules en attente de dépollution et d'autre part, que la hauteur des blocs de béton n'atteignait pas les deux mètres de hauteur sur cette zone. L'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées un mémoire en réponse réceptionné le 12/07/2024. Ce dernier contient deux photos justifiant la mise en place d'une clôture constituée de blocs béton d'une hauteur de 2,2 mètres au niveau de la zone d'entreposage des véhicules en attente de dépollution. Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, l'Inspection des installations classées a pu constater les travaux effectués sur cette zone.	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Levée de mise en demeure	

N° 2 : Sols imperméables et rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	
Thème(s) : Risques chroniques, -	
Prescription contrôlée : La société PURFER exploitant une installation de collecte, de tri et transit de déchets dangereux et non-dangereux, de métaux ferreux et non ferreux, de traitement de déchets non dangereux et de dépollution de véhicules hors d'usage, sise quartier de la Malautière, route de Camsaud, à Sorgues (84700) est mise en demeure de respecter les dispositions précisées ci-dessous, selon les délais associés, à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">Article 5.1 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 :	
en fournissant un diagnostic de l'état des sols où un écoulement accidentel de liquides, hydrocarbures, huiles, acides, etc. est à craindre et de leur capacité à former rétention	avant le 30/06/2024

en fournissant un plan d'actions de mise en conformité de la plateforme au regard du diagnostic réalisé de l'état et de la capacité de rétention des sols	avant le 31/08/2024
en fournissant le bon de commande relatif aux travaux de réfection des sols	avant le 31/10/2024
en procédant à la réfection des sols rendue nécessaire de façon à garantir son imperméabilité aux différents écoulements accidentels qui pourraient se produire et de façon à constituer une rétention permettant de contenir les écoulements dans l'enceinte du site	avant le 31/12/2024

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées un mémoire en réponse réceptionné le 12/07/2024 contenant un plan des zones détériorées. Ce plan identifie les zones détériorées à remettre en état selon trois niveaux : les zones peu endommagées, endommagées et très endommagées. L'exploitant a proposé dans un premier temps de procéder à la réfection des zones peu endommagées qui ne nécessitent pas d'être budgétées. Pour le reste, il va définir le projet, estimer le coût, mettre les travaux au budget, puis réaliser le bon de commande et lancer les travaux.

Par courrier du 09/08/2024, l'Inspection des installations classées avait porté à la connaissance de l'exploitant les deux observations suivantes :

- les éléments transmis traitent uniquement du caractère imperméable du sol, mais pas de la capacité à faire rétention des zones en questions (pentes, bordures...). Or cette dimension de la prescription est également à prendre en compte. La réponse nécessite des compléments sur cet aspect.
- il est indiqué que la remise en état de ces zones endommagées fait partie du plan de réaménagement du site avec déplacement de l'outil de production. Ce point mérite d'être précisé.

Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, l'Inspection des installations classées a pu constater que :

- la réfection des zones peu endommagées n'a pas été réalisée. L'exploitant a présenté le devis référencé DEV252623 du 27/01/2025 relatif à ce chantier avec plan associé (remise en état dalle béton 145 m²). Il s'est engagé à réactualiser ce devis et à passer commande auprès du prestataire pour la réalisation de ces travaux.
- l'exploitant a missionné le bureau d'étude HYDROSOL sur le sujet de la gestion des eaux de ruissellement et des eaux d'extinction. L'exploitant a présenté et commenté la version V1 en date du 05/02/2025 de la Note de synthèse - Gestion des eaux pluviales et eaux d'incendie élaborée. Il déclare que ce document a donné lieu à plusieurs échanges depuis et que des ajustements restent à définir. Sur la gestion du pluvial (hors eaux de toiture), il est prévu de passer à une infiltration des eaux à la parcelle après traitement. Quant à la rétention des eaux d'extinction, elle sera réalisée dans le bassin existant qui sera agrandi et étanchéifier. L'exploitant indique que l'étude anticipe le déplacement de l'outil de production à venir prochainement. Il s'agit plus précisément d'un renouvellement de la presse-cisaille, dont le positionnement précis sur la plateforme extérieure reste à déterminer. L'actuelle machine sera dépolluée et démantelée.

En définitive, le délai de mise en conformité fixé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure est échu et les travaux de réfection des sols n'ont pas été réalisés. Néanmoins, l'exploitant a justifié les études engagées visant la mise en conformité du site de Sorgues. En matière de calendrier, il s'est engagé à remettre l'étude de gestion des eaux pluviales et eaux d'incendie avant la fin du mois d'avril 2025. Sera annexé à cette étude le planning de travaux de mise en conformité associé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de finaliser l'étude de gestion des eaux pluviales et eaux d'incendie et de la transmettre à l'Inspection des installations classées, accompagnée d'un planning de travaux de mise en conformité de la plateforme selon des délais raisonnables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : avant le 30 avril 2025

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, -

Prescription contrôlée :

La société PURFER exploitant une installation de collecte, de tri et transit de déchets dangereux et non-dangereux, de métaux ferreux et non ferreux, de traitement de déchets non dangereux et de dépollution de véhicules hors d'usage, sise quartier de la Malautière, route de Camsaud, à Sorgues (84700) est mise en demeure de respecter les dispositions précisées ci-dessous, selon les délais associés, à compter de la notification du présent arrêté :

- Article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 :

en décrivant les modalités de gestion des eaux mises en place sur la plateforme de Sorgues, en justifiant que tous liquides accidentellement répandus, eaux pluviales et eaux de lavages souillées ou susceptibles de l'être, sont collectés et récupérés pour subir un traitement approprié et en justifiant que cette gestion permet, dans des conditions techniquement et économiquement acceptables, de limiter la production de déchets (eaux et boues hydrocarburées) à évacuer.	avant le 30/06/2024
en procédant à un curage de l'aire de lavage, des casiers de récupération des déchets situés contre la façade ouest du bâtiment et en procédant plus globalement au curage de l'ensemble du réseau de collecte des effluents.	
en procédant au nettoyage et à l'enlèvement des déchets présents dans le bassin situé contre la façade sud du bâtiment.	
en apportant des éléments de justification de l'étanchéité du bassin.	
en procédant à la réparation de la descente de gouttière endommagée située à l'angle sud-ouest du bâtiment.	

Constats :

L'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées un mémoire en réponse réceptionné le 12/07/2024 contenant des explications sur les modalités de gestion actuelles des eaux de la plateforme.

Comme indiqué dans le point de contrôle précédent, une étude relative à l'amélioration de la gestion des eaux de ruissellement et des eaux d'extinction est en cours. Il est prévu que cette étude décrive les nouvelles modalités de gestion des eaux qui seront mises en place sur la plateforme.

L'exploitant a fourni les bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSDD) suivants :

- BSD-20240603-VGXDANG6 relatif à l'évacuation de 1 t d'eaux hydrocarburées (nettoyage du séparateur de l'aire de lavage réalisé le 04/06/2024),
- BSD-20240621-FJ8M0TEX5 relatif à l'évacuation de 8 t d'eaux et de boues hydrocarburées (nettoyage du séparateur hors sol et des réseaux réalisé le 24/06/2024),
- BSD-20240621-8B644VBSJ relatif à l'évacuation de 24 t d'eaux et de boues hydrocarburées (nettoyage de la cuve tampon réalisé le 24/06/2024),
- BSD-20240624-TFYQJPMD6 relatif à l'évacuation de 23 t d'eaux et de boues hydrocarburées (nettoyage de la cuve tampon réalisé le 24/06/2024).

Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, l'Inspection des installations classées a pu constater que :

- l'aire de lavage est dans un état de propreté satisfaisant ;
- l'un des casiers de récupération des déchets métalliques situés contre la façade ouest du bâtiment est dans un état de propreté peu satisfaisant ;
- le bassin situé contre la façade sud du bâtiment contient des eaux de ruissellement de la plateforme. Le filet de protection qui le recouvrait précédemment a été retiré (pour en faciliter l'entretien selon les déclarations de l'exploitant).

L'exploitant déclare qu'une vérification de certains éléments du site est réalisée mensuellement par le responsable d'exploitation et donne lieu au remplissage d'une fiche d'inspection. L'exploitant a fourni à cet effet les fiches relatives aux visites réalisées les 13/01, 11/02 et 04/03/2025. À titre d'exemple, sur la fiche du 11/02/2025, dans les observations associées à la tenue générale du site figure le nettoyage du bassin à effectuer et celle du 04/03/2025 mentionne que le nettoyage a été effectué.

L'exploitant n'a pas apporté d'éléments de justification de l'étanchéité du bassin. Ce bassin va être repris dans le cadre des travaux de mise en conformité. À cette occasion, il est prévu de refaire son étanchéité.

Le mémoire en réponse réceptionné le 12/07/2024 contient une photo illustrant la réparation effective de la descente de gouttière endommagée. Lors de la visite d'inspection du 04/03/2025, l'Inspection des installations classées a pu constater les travaux de réparation effectués.

Par ailleurs, à l'issue de la précédente visite d'inspection du 15/04/2024, il était demandé à l'exploitant de transmettre les résultats de la dernière analyse de la qualité des eaux. Ces résultats devant être accompagnés d'un commentaire quant à la conformité des valeurs de chaque paramètre par rapport aux valeurs limites réglementaires définies par les textes.

Le mémoire en réponse réceptionné le 12/07/2024 contient les résultats de l'analyse des eaux pluviales réalisées le 09/04/2024 par l'organisme APAVE.

Par courrier du 09/08/2024, l'Inspection des installations classées avait porté à la connaissance de l'exploitant les observations suivantes : « Les mesures ont porté sur plusieurs paramètres. En l'absence de référentiel, l'organisme n'a formulé aucune observation. L'arrêté préfectoral du 11/09/1991 impose uniquement une teneur en hydrocarbures de l'effluent rejeté à ne pas dépasser. L'analyse est conforme sur ce paramètre. Pour autant, il est rappelé que plusieurs dispositions réglementaires complémentaires et plus récentes sont opposables aux installations exploitées par PURFER, fixées par des arrêtés ministériels. Il appartient donc à l'exploitant d'identifier les valeurs limites d'émissions à respecter en matière de rejets des eaux superficielles et les paramètres à contrôler. »

L'exploitant a pris en compte cette demande et a présenté un tableau reprenant les paramètres à analyser, indiquant les résultats des mesures sur les eaux pluviales, identifiant les valeurs limites applicables et leur source réglementaire et concluant sur la conformité de chaque paramètre. L'exploitant déclare qu'une mesure sur les eaux pluviales sera réalisée par l'APAVE lors d'un prochain épisode pluvieux.

En définitive, l'exploitant a procédé aux opérations de curage et de nettoyage, ainsi qu'à la réparation demandée, mais n'est pas en mesure de justifier que l'aménagement de son site lui permet de prévenir toute pollution des eaux et du milieu, alors que le délai de mise en conformité fixé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure est échu. Toutefois, en lien avec le point de contrôle précédent, l'exploitant a justifié les études engagées visant la mise en conformité du site de Sorgues. En matière de calendrier, il s'est engagé à remettre l'étude de gestion des eaux pluviales et eaux d'incendie avant la fin du mois d'avril 2025. Sera annexé à cette étude le planning de travaux de mise en conformité associée, comprenant notamment l'étanchéité du bassin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En lien avec le point de contrôle précédent, il est demandé à l'exploitant de réaliser les travaux de mise en conformité selon les engagements pris dans l'échéancier de réalisation de ces travaux, englobant notamment l'étanchéité du bassin.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : avant le 30 avril 2025

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	
Thème(s) : Risques accidentels, -	
Prescription contrôlée : La société PURFER exploitant une installation de collecte, de tri et transit de déchets dangereux et non-dangereux, de métaux ferreux et non ferreux, de traitement de déchets non dangereux et de dépollution de véhicules hors d'usage, sise quartier de la Malautière, route de Camsaud, à Sorgues (84700) est mise en demeure de respecter les dispositions précisées ci-dessous, selon les délais associés, à compter de la notification du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">Article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 :	
en justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie, ainsi que leurs emplacements, ont été déterminés en accord avec les Services d'Incendie et de Secours.	avant le 31/12/2024
Constats : Pour rappel du contexte, à l'issue de la précédente visite d'inspection du 15/04/2024, il a été proposé à Monsieur le Préfet de prescrire la réalisation d'une étude des dangers (EDD) du site. C'est en ce sens que l'arrêté préfectoral complémentaire du 02/07/2024 demande à l'exploitant la transmission de cette étude sous un délai de 6 mois (à compter de la notification de l'arrêté). Par courriel du 27/02/2025, une première version de l'EDD a été transmise à l'Inspection des installations classées. Cette étude, réalisée par le bureau d'étude Ico Environnement, comporte notamment un chapitre dédié aux mesures de protection et d'intervention. Cette étude fera l'objet d'un examen de la part de l'Inspection des installations classées. L'exploitant restait dans l'attente de cette EDD, avant de solliciter les services compétents du SDIS. C'est pourquoi, à date, il ne peut justifier que les moyens de lutte contre l'incendie, ainsi que leurs emplacements, ont été déterminés en accord avec les Services d'Incendie et de Secours. Par ailleurs, à l'issue de la précédente visite d'inspection du 15/04/2024, il était demandé à l'exploitant de transmettre le compte-rendu du dernier exercice réalisé avec les pompiers sur la plateforme de Sorgues. Dans le mémoire en réponse réceptionné le 12/07/2024, l'exploitant indiquait ne pas avoir retrouvé le rapport relatif à cet exercice et déclarait son intention de prochainement planifier un nouvel exercice en lien avec les pompiers. L'exploitant a produit à cet effet les justificatifs suivants : <ul style="list-style-type: none">- courriel PURFER du 25/11/2024 adressé au lieutenant du service prévision de la caserne de Sorgues demandant sa disponibilité pour la réalisation d'une manœuvre incendie sur le site de Sorgues ;- courriel du lieutenant du service prévision de la caserne de Sorgues du 10/12/2024 indiquant des difficultés dans la disponibilité des équipes pour la tenue de cette manœuvre avant fin 2024 et proposant une programmation en 2025, semaine 2.- courriel du lieutenant du service prévision de la caserne de Sorgues du 27/01/2025 indiquant la difficulté à programmer des manœuvres extérieures et précisant revenir rapidement vers l'exploitant avec une proposition de date.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">- justifier que les moyens de lutte contre l'incendie, ainsi que leurs emplacements, ont été déterminés en accord avec les Services d'Incendie et de Secours.- justifier la réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710, 2712, 2718, 2790 ou 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 2 mois	

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	
Thème(s) : Autre, -	
Prescription contrôlée :	
<p>La société PURFER exploitant une installation de collecte, de tri et transit de déchets dangereux et non-dangereux, de métaux ferreux et non ferreux, de traitement de déchets non dangereux et de dépollution de véhicules hors d'usage, sise quartier de la Malautière, route de Camsaud, à Sorgues (84700) est mise en demeure de respecter les dispositions précisées ci-dessous, selon les délais associés, à compter de la notification du présent arrêté :</p>	
<ul style="list-style-type: none">Article 4 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 :	
en établissant un plan des réseaux de collecte des effluents	avant le 30/06/2024
Constats :	
<p>L'exploitant a présenté le document n° M-100, version C du 23/01/2025, représentant le plan du réseau d'eaux pluviales de la plateforme de Sorgues. Sur ce plan sont en particulier identifiés les trois séparateurs hydrocarbures, la cuve tampon et le bassin eaux pluviales.</p> <p>En revanche, ce plan ne représente pas le réseau de collecte des eaux pluviales de toiture du bâtiment.</p>	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :	
<p>Il est demandé à l'exploitant de compléter le plan des réseaux de collecte avec la gestion des eaux pluviales de toiture du bâtiment.</p>	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 1 mois	

N° 6 : Plan des moyens de secours

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er	
Thème(s) : Risques accidentels, -	
Prescription contrôlée :	
<p>La société PURFER exploitant une installation de collecte, de tri et transit de déchets dangereux et non-dangereux, de métaux ferreux et non ferreux, de traitement de déchets non dangereux et de dépollution de véhicules hors d'usage, sise quartier de la Malautière, route de Camsaud, à Sorgues (84700) est mise en demeure de respecter les dispositions précisées ci-dessous, selon les délais associés, à compter de la notification du présent arrêté :</p>	
<ul style="list-style-type: none">Article 60 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 :	
en établissant un plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie	avant le 30/06/2024
Constats :	
<p>L'exploitant a présenté le document n° S-200, version B du 23/01/2025, représentant le plan de sécurité de la plateforme de Sorgues. Sur ce plan sont en particulier identifiés les différents type d'extincteurs présents, les cinq RIA, les deux poteaux incendie et le point de rassemblement.</p> <p>Sur ce plan, on identifie également, à proximité de l'entrée du site, un réservoir d'eau de 30 m³ (numéro 10).</p>	

Lors de la visite de terrain du 04/03/2025, l'Inspection des installations classées a pu constater, à proximité de l'entrée du site, la présence d'une cuve aérienne de capacité 48 m³ destinée à constituer une réserve d'eau incendie. Questionné sur son niveau de remplissage, l'exploitant a indiqué que cette réserve n'est à ce jour pas opérationnelle (vide et raccord pompier non disponible).

L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de représenter sur le plan des moyens de secours uniquement les moyens de lutte contre l'incendie réellement disponibles en cas de besoin. Par ailleurs, une mise en cohérence est nécessaire au niveau du volume de cette réserve.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en cohérence le plan de sécurité du site de Sorgues avec la disponibilité réelle des moyens de lutte contre l'incendie opérationnels (soit en supprimant le réservoir d'eau du plan, soit en assurant la disponibilité du volume d'eau de cette réserve et en l'équipant des raccords pompiers nécessaires).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/07/2024, article 1er

Thème(s) : Risques accidentels, -

Prescription contrôlée :

La société PURFER exploitant une installation de collecte, de tri et transit de déchets dangereux et non-dangereux, de métaux ferreux et non ferreux, de traitement de déchets non dangereux et de dépollution de véhicules hors d'usage, sise quartier de la Malautière, route de Camsaud, à Sorgues (84700) est mise en demeure de respecter les dispositions précisées ci-dessous, selon les délais associés, à compter de la notification du présent arrêté :

- Article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 :

en justifiant que l'installation est dotée :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h.

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage.

avant le
30/06/2024

Constats :

Dans le mémoire en réponse réceptionné le 12/07/2024, l'exploitant liste les moyens de lutte contre l'incendie disponibles sur le site de Sorgues. L'exploitant identifie notamment deux poteaux incendie : un premier interne au site et un second externe situé à moins de 100 mètres de l'entrée. Le débit disponible est établi à 138 m³/h (respectivement 51 et 87 m³/h délivrés selon les informations renseignées sur la base de données départementale Hydraclis 84). Ce débit répond à l'exigence réglementaire d'un minimum de 60 m³/h.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/1991, article 1 ^{er} modifié par APC du 13/11/2015, puis par APC du 19/04/2023
Thème(s) : Situation administrative, -
Prescription contrôlée : La société PURFER, dont le siège social est situé 45, route de St Bonnet de Mure - 69780 SAINT PIERRE DE CHANDIEU, est autorisée à exploiter Quartier de la Malautière, Route de Camsaud, à SORGUES (84700), les installations classées suivantes : ...
Constats : À l'issue de la précédente visite d'inspection du 15/04/2024, il était demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">- vérifier et justifier que ses différents stockages liés aux opérations d'oxycoupage des métaux, ainsi que les stockages de carburants et leur distribution pour la flotte d'engins internes, restent non classés au regard des seuils associés aux rubriques actualisées de la nomenclature ICPE ;- justifier que l'extension du périmètre de ses activités classées a été portée à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement ;- apporter des informations relatives au canal d'irrigation Grange neuve tel qu'il est identifié dans les documents constitutifs de la demande d'autorisation d'exploiter de 1991. Dans le mémoire en réponse réceptionné le 12/07/2024, l'exploitant justifie que ses différents stockages liés aux opérations d'oxycoupage des métaux, ainsi que les stockages de carburants et leur distribution pour la flotte d'engins internes, restent non classés au regard des seuils associés aux rubriques actualisées de la nomenclature ICPE (activités en dessous des seuils pour les rubriques n° 1435, 4718, 4725 et 4734-2). L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet l'extension du périmètre des activités classées. Néanmoins, l'étude des dangers transmise le 27/02/2025 prend en compte cette extension physique dans la description générale du site. Cette étude fera l'objet d'un examen de la part de l'Inspection des installations classées. S'agissant du canal, l'exploitant a fourni (post-visite) la réponse écrite obtenue auprès de l'association syndicale autorisée (ASA) du Canal de Carpentras (courriel du 06/03/2025). Il est indiqué qu'actuellement les réseaux les plus proches des parcelles concernées par les activités de PURFER se situent sur les parcelles BA6 (canal principal) et AO52 (canal dérivation). Un plan de localisation du réseau Canal de Carpentras, représentant le site et le tracé de ces canaux à proximité, est fourni par l'ASA. Cet élément met en évidence que le site de Sorgues n'est ni traversé, ni bordé par un canal d'irrigation. Le Canal de Pierrelatte présent au Nord, passe à environ 180 m pour sa partie la plus proche du site. Étant rappelé que l'exploitant projette de modifier la gestion des eaux de ruissellement de sa plateforme afin de l'optimiser et de remplacer puis déplacer la machine outil présente sur son site, ce dernier s'est engagé à transmettre à l'Inspection des installations classées, à l'issue de la réalisation de l'ensemble des travaux (mise en conformité et évolutions), un dossier portant à la connaissance de l'Administration l'ensemble des modifications apportées au site depuis son autorisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet l'ensemble des modifications notables apportées aux installations, avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement, l'extension physique du site, comme l'évolution du canal d'irrigation Grange neuve devront notamment être intégrés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : avant le 31 décembre 2025

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/01/2019, article 12 du cahier des charges
Thème(s) : Autre, -
Prescription contrôlée : L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges. [...] Les résultats de cette vérification sont transmis à Monsieur le Préfet de Vaucluse dans l'année.
Constats : À l'issue de la précédente visite d'inspection du 15/04/2024, il était demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs relatifs au remplacement du matériel utilisé pour la récupération des fluides frigorigènes lors des opérations de dépollution des véhicules hors d'usage. Dans le mémoire en réponse réceptionné le 12/07/2024, l'exploitant a fourni : - le bon de commande n° 0420051518 émis le 07/08/2020 relatif à l'achat d'un récupérateur de fréon et de deux bouteilles de stockage, - le bon de livraison du 29/06/2022 sur le site de PURFER située St-Pierre-de-Chandieu (dept 69), - le rapport d'intervention du 08/02/2024 relatif à la dernière vérification du matériel de retrait des fluides frigorigènes. Questionné lors de la visite d'inspection du 04/03/2025 sur les dates des bons de commande et de livraison transmis, l'exploitant a indiqué que le matériel du site de Sorgues correspond au transfert du matériel précédemment utilisé sur un autre site (en l'occurrence celui de St-Pierre-de-Chandieu, siège de la société PURFER). L'exploitant a fait procéder le 04/07/2024 à la vérification réglementaire de la conformité de son installation de centre de traitement VHU (par l'organisme AB Certification). Le rapport d'audit a été transmis au Préfet (par courrier du 17/10/2024). Le contrôleur n'a mis en évidence aucune non-conformité et n'a formulé aucune remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite